PETITE PRESENTATION DE CE A QUOI IL FAUDRAIT REFLECHIR A L’AVANCE

Un parti qui, se donnant comme but le bien être de la population, envisagerait sérieusement de parvenir au gouvernement afin de diriger un état devrait avoir, selon tout bon sens, un projet précis. Tant qu’il s’agissait de gérer le même système, assavoir mettre tout au service de la haute finance industrielle et commerciale, d’un gouvernement à un autre, il suffisait de changer une virgule par-ci par-là. Mais, à partir du moment où l’on envisage de créer un nouveau mode de fonctionnement fermement décidé à se placer au service des populations, il est pensable que tout doit être remis en cause et qu’il faut repenser tout depuis le début avec une nouvelle optique. Comme dit la chanson, « du passé, faisons table rase ». Il s’en suit que chaque domaine de l’organisation de la société doit être ré-envisagé en essayant de promouvoir une pensée double et paradoxale : D’une part, inventer la nouveauté sans se laisser contaminer par le poids des habitudes du passé mais en même temps, et d’autre part, ne pas perdre de vue que certaines dispositions anciennes peuvent avoir des aspects positifs dans la novation.

Tous les grands axes de l’organisation socio politique doivent être repensés avec un esprit libre et conquérant dont la finalité unique, répétons le encore, doit être le bien être des populations.

Ainsi, puisqu’il faudrait établir un projet cohérent pour chaque grand volet de la vie en société, on serait conduit à appréhender séparément les principaux aspects du rôle d’un gouvernement.

De cette façon, on devra étudier les domaines suivants.

* La représentativité et le système électoral.
* Le budget national et celui des collectivités locales.
* L’éducation, la formation professionnelle, la recherche.
* L’équipement du territoire.
* L’énergie
* La culture, les loisirs, les activités associatives et sportives.
* Les arts dans leur ensemble.
* La télévision et les autres média.
* La santé.
* La justice.
* La police.
* Le contrôle de la démographie et l’écologie.
* La défense. Et si ! Il faut bien en parler aussi.
* Les relations internationales (dans la communauté européenne, hors de cette communauté, avec la francophonie, avec le tiers monde).
* La gestion des biens propres de la nation, c'est-à-dire de la propriété collective de tous les membres de la population (forêts domaniales, palais nationaux etc.).
* Les réseaux de transport.
* Les moyens de communication.
* Et puis d’autres auxquels je n’ai pas, sur le moment, pensé. Eh ! Je ne peux pas tout faire tout seul non plus ! Il faudrait vous y mettre un peu, aussi.

Toutes ces parties, inhérentes à la vie en société, devraient être établies clairement et calmement afin de se présenter devant la population avec une grande sérénité pour deux raisons.

La première est une douce évidence. Un parti qui, au service de la population s’engage à rénover radicalement ce qui existe, a, me semble-t-il tout intérêt à faire connaître ses intentions afin que les gens puissent en juger par eux même, en discuter entre eux et savoir pour quoi ils vont voter. Dans ce cas, contrairement aux partis conservateurs de tous ordres qui masquent dans un flou fuligineux et opaque leur intention de ne rien changer sur le fond, la meilleure propagande électorale consiste à montrer ce que l’on veut établir. Si un parti de la population expose clairement ses intentions, les électeurs n’ont plus qu’à choisir. S’ils préfèrent garder le même système de spoliation et d’injustice, ils en ont le droit. Mais s’ils veulent réellement un renouveau dans leur vie et celle de leurs enfants, il faut qu’ils sachent que c’est possible et comment c’est possible. Il est donc nécessaire que les projets entrepris soient connus et connus suffisamment à l’avance pour que les gens aient le temps de les faire leurs et de les défendre. Il ne s’agit donc pas, comme font les actuels partis conservateurs, de rédiger un vague brouet un mois ou deux avant une élection pour faire croire que l’on y a pensé. Dans le fond, je me dis que ces projets peuvent même être établis en tout dehors de pensée électoraliste. Il faut que les citoyens sachent qu’il existe des solutions de rechange et qu’ils puissent en discuter entre eux. Ce n’est que dans ces conditions qu’un parti de la population pourrait aborder une période électorale en toute sérénité.

La deuxième raison est que dans ces conditions, si les réformes bien construites longtemps à l’avance sont connues, dans certains cas particuliers, on pourrait annoncer que cela prendra acte le lendemain matin de l’élection. Je vous donne quelques exemples qui ne sont pas forcément pertinents parce qu’après réflexion, ils peuvent considérés complètement différemment. Donc, disais-je, quelques exemples. Vous vous rendez compte de l’impact de la chose si on annonçait que le lendemain du résultat de l’élection, à partir de six heures du matin, on modifie les tarifs des transports en commun, la prise en charge de la santé publique, la tarification autoroutière, l’écoute réelle de la population dans la décision de réaliser certains grands travaux, la modification du système fiscal et puis d’autres que nous découvrirons plus tard dans la réflexion.

Pendant que nous y sommes, il serait judicieux, aussi de décrire ce que devrait être la composition d’un gouvernement. Je ne parle pas de qui va avoir quel portefeuille. Il ne s’agit pas de qui va faire quoi. Non ! Juste de : on va faire comment ? Cela peut sembler un détail futile, Mais ce n’est pas sans conséquences. Nous y repenserons en temps utiles.

Dans toutes les circonstances, il faudrait arriver au pouvoir en sachant très précisément ce que l’on veut transformer. Espérer pouvoir faire l’impasse de ce travail préalable, ce serait se condamner soi même à une accession au gouvernement dans une situation d’impuissance. Cela voudrait dire, le temps de savoir où l’on veut en venir, le temps de s’organiser et de décider, de laisser traîner un peu les urgences, donc de décevoir la population, donc, d’aller tout droit vers un échec. Ne nous y trompons pas, les puissances financières, sachant qu’elles ont perdu leur dictat sur la vie de la société ne manqueraient pas de précipiter, profitant du flou et de l’incompétence momentanée, les nations vers le chaos voire une situation de guerre civile. Il ne faut pas leur donner cette possibilité de récupérer le pouvoir ni ce plaisir.

Il va de soi que certaines dispositions peuvent être mises en place très vite. D’autres demanderaient un petit délai et d’autres encore un délai plus long. Au même titre, la réflexion peut dans certains cas entraîner des conclusions complètes rapidement et d’autres demanderaient des préalables plus longs. Dans certains cas, les éléments de recherche étant plus ou moins masqués, on peut imaginer qu’il ne serait que partiellement possible d’arriver à une fin avant d’accéder au gouvernement. Ceci est particulièrement vrai pour le budget de l’état où tout est fait pour masquer les véritables destinations de sommes importantes hypocritement présentées pour des causes très nobles. Tant qu’un parti de la population ne dispose pas des vrais documents, il ne peut faire qu’un travail approché. Cela entraîne que pour bien des sujets, ne connaissant pas sérieusement l’attribution des fonds publics, il est difficile de bâtir de vrais projets.

C’est la raison pour laquelle, à partir du prochain essai, paradoxalement, bien que nous n’ayons que très partiellement les documents nécessaires, nous allons commencer par envisager le budget de l’état et des collectivités locales avec son corollaire immédiat qu’est la fiscalité.